



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

23-08-2017

*Suppression des contrats
aidés :
Pas de petits profits pour
Macron et ses amis
capitalistes*

La fin des « contrats aidés » est la suite logique à la politique d'austérité choisie par le président Macron pour encore augmenter les profits de ses amis capitalistes.

Les contrats aidés sont, pour l'immense majorité des temps partiels basés sur le SMIC, donc avec un salaire très bas, exonéré des cotisations sociales, cadeaux au patronat, dont l'effet sur l'emploi est nul. La suppression de ces contrats c'est pour 2017 plus de 280 000 personnes reléguées de contrats précaires au rang de chômeurs avec les difficultés à vivre qui en découlent et qui s'ajoutent à une situation à vivre inadmissible pour les « bénéficiaires ».

De qui se moque-ton quand on sait que nombre de ces contrats ont une finalité publique, notamment en ce qui concerne les associations qui pallient les carences de l'état.

Ce type de contrats précaires doit être remplacé par des

emplois durables, d'une durée hebdomadaire normale avec un salaire décent permettant de vivre dignement. Ce n'est pas l'utilité de l'emploi qui est en cause mais bien leur statut, qui bien souvent compense les manquements politiques publics.

La suppression des contrats aidés ne supprimera pas les besoins de services publics qui s'accroissent avec les évolutions de la société.

Le gouvernement doit budgéter des emplois correspondants et il faut que les bénéficiaires des contrats aidés soient recrutés sur ces postes. Il est nécessaire pour cela, de mettre fin impérativement à la politique d'austérité qui continue de s'aggraver et dans le même temps de supprimer les aides et exonérations fiscales dont bénéficient les grands groupes et leurs actionnaires.

Le budget prévisionnel du gouvernement comprend une réduction de 4,5 milliards d'euros sur les dépenses publiques alors que les cadeaux fiscaux genre CICE sont constamment en augmentation pour les entreprises et les détenteurs de capitaux.

Notre parti appelle à participer massivement à la riposte d'envergure prévue le 12 septembre car seule la lutte pourra stopper les orientations néfastes du MEDEF et du gouvernement à sa dévotion pour spolier la population de notre pays.